



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



UN
environment
programme

copenhagen
climate centre



Note conceptuelle/ Programme

Atelier technique du Cluster Francophone

NDC tracking

Echange d'expériences
8 au 9 décembre 2022,
UN Campus
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn, Allemagne

Salle: AAH Upper Conference Room

Avec le soutien du



Ministère fédéral
de l'Économie
et de la Protection du Climat

Ministère fédéral
des Affaires étrangères

en vertu d'une décision
du Bundestag allemand



Belgique

partenaire du développement



Contexte

L'Accord de Paris a marqué un tournant dans le domaine du changement climatique en introduisant le Cadre de Transparence Renforcée (CFR), au titre de l'article 13, qui est essentiel pour instaurer une confiance mutuelle et une coopération solide entre les pays. Grâce à ce cadre, tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, sont censés préparer des rapports simplifiés sur leurs actions en faveur du climat et le soutien reçu.

Le projet « Améliorer la transparence climatique », mis en œuvre en tant que contribution à la Promesse Climatique du PNUD, vise à fournir un soutien complet au renforcement des capacités en matière de données climatiques et de transparence afin de répondre aux exigences de CFR dans le cadre de l'Accord de Paris et de favoriser les échanges sud/sud entre les pays. Financé par le gouvernement belge, ce projet soutient les **réseaux de pays francophones et lusophones** pour renforcer leurs systèmes MRV et suivre la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN), sur la voie du Cadre de transparence Renforcée (CFR).

Le « Réseau Francophone » comprend 27 pays francophones en développement, dont la plupart se situent sur le continent africain. Les pays du réseau sont représentés par les points focaux de transparence nommés par chaque pays. Les activités du cluster francophone sont mises en œuvre grâce à un soutien financier de la Belgique, de l'Allemagne, de la France et de la Suisse et soutien organisationnel de PNUD, PATPA, et du projet CBIT-GSP.

La contribution allemande au « Cluster Francophone » est coordonnée au sein du « Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA) » qui est une alliance semi-formelle fondé' en mai 2010 par l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et l'Allemagne. Le Partenariat soutient les efforts internationaux pour engager des échanges pratiques et un dialogue politique sur la transparence climatique. Pour cela, le Partenariat réunit des experts du climat des pays en développement et des pays industrialisés. Ce projet est commandité par le Ministère fédéral des Affaires étrangères et le Ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du Climat, et mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Avec le soutien du



en vertu d'une décision
du Bundestag allemand

Ministère fédéral
de l'Économie
et de la Protection du Climat

Ministère fédéral
des Affaires étrangères



INTERNATIONAL
CLIMATE
INITIATIVE



Belgique

partenaire du développement



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



UN
environnement
programme

copenhagen
climate centre



La contribution belge est logée au PNUD à travers son initiative Climate Promise du PNUD. Cette initiative est la plus grande offre mondiale de soutien aux CDN, couvrant plus de 120 pays et territoires, représentant 80 % de tous les pays en développement dans le monde - dont 40 pays les moins avancés, 28 petits États insulaires en développement et 14 grands émetteurs - pour améliorer leurs Contributions Déterminées au niveau National dans le cadre de l'Accord de Paris. Délivrée en collaboration avec une grande variété de partenaires, il s'agit de la plus grande offre de soutien au monde pour le renforcement des engagements climatiques. Mis en œuvre dans le cadre de cette initiative, le projet « Améliorer la transparence climatique » est financé par le Gouvernement Belge et vise à fournir un soutien complet au renforcement des capacités en matière de données climatiques et de transparence aux pays francophones et lusophones.

Le projet CBIT-GSP vise à fournir un soutien mondial axé sur le renforcement des capacités et la coordination pour aider les pays en développement à répondre aux exigences du cadre de transparence renforcée. Il s'agit de la deuxième phase des projets « Global Support Programme » et « Global Coordination Platform for CBIT », tous deux financés par le GEF. Le nouveau projet comporte deux volets principaux. Premièrement, les plateformes web des projets précédents sont intégrées dans une plateforme intégrée. Ce sera un espace pour rechercher des informations sur l'état actuel des projets et des pays sur les questions de transparence et échanger des expériences entre pairs et la provision d'assistance via un « helpdesk ». Deuxièmement, l'assistance technique se poursuivra à travers la provision de formation, appui technique, échanges d'expériences, amélioration des rapports de transparence pour une transition vers le RBT. Le projet promeut aussi les réseaux régionaux de transparence. En effet dans le cadre du projet, dix réseaux régionaux sont soutenus y compris le réseau de l'Afrique Francophone. Ce réseau ainsi que le Lusophone, sont gérés en collaboration avec UNDP à travers le soutien de la Belgique.

Cet atelier technique est conjointement organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le CBIT-Global Support Programme et le Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA). Il s'inscrit dans le cadre du projet « Améliorer la transparence climatique » de l'initiative Climate Promise du PNUD, avec un financement du gouvernement belge.

Cet atelier sera consécutif au « CGE training workshop for the African region on Tracking progress of NDCs under the ETF », organisé par le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), du 5 au 7 décembre 2022, également à Bonn, en Allemagne.

Avec le soutien du



en vertu d'une décision
du Bundestag allemand

Ministère fédéral
de l'Économie
et de la Protection du Climat

Ministère fédéral
des Affaires étrangères



INTERNATIONAL
CLIMATE
INITIATIVE



Belgique

partenaire du développement



Cadre et objectifs de l'atelier

Cet atelier a pour but d'explorer les exigences demandées aux pays par l'article 13 de l'Accord de Paris, qui fournit les grandes lignes d'un cadre de transparence renforcée (en anglais, Enhanced Transparency Framework) pour les pays, à travers lequel ceux-ci peuvent rendre compte des actions qu'ils prennent en matière de lutte contre le changement climatique et du soutien nécessaire, fourni et reçu. De plus, lors de la COP26, les directives pour l'opérationnalisation des modalités, procédures et lignes directrices pour le cadre de transparence renforcé ont été adoptées. Des tableaux communs pour les inventaires de Gaz à Effet de Serre (GES), des formats de tableaux communs pour les informations nécessaires au suivi des progrès dans la mise en œuvre des Contribution déterminées nationales (CDN), les grandes lignes directrices pour les Rapports Biennaux sur la Transparence (RBT), les rapports d'examen technique par des experts et plusieurs autres lignes directrices ont été adoptés. La Convention a également souligné la nécessité d'apporter un soutien financier et technique aux pays pour l'élaboration de ces RBT et a encouragé les partenaires de développement à fournir ce soutien.

La réunion permettra de discuter des thèmes du « CGE training workshop » d'un point de vue plus détaillé et pratique et inclura également les thèmes spécifiques qui ont été identifiés lors de la dernière réunion des points focaux « transparence » qui ont été réunis à Libreville, Gabon, le 2 septembre 2022. L'agenda répond donc aux besoins exprimés par les experts techniques.

Les objectifs de cet atelier sont donc multiples :

- Renforcer la capacité dans les domaines, en outre « NDC tracking »
- Echanger des expériences nationales notamment sur les succès et les défis en termes de mise en place un arrangement institutionnelle et le management de données
- Renforcer les connaissances sur le Cadre de Transparence Renforcée (ETF) et sa préparation au niveau pays



Participant(e)s/groupe cible

L'atelier s'adresse aux points focaux de la transparence, nommés par leur pays, soit des fonctionnaires ou responsables de départements ou d'organisations sous-tutelles de l'État, gérant et rédigeant les **dossiers techniques et responsable concernant la transparence climatique**, notamment sur la partie atténuation, scénarios et définition des objectifs. Les participants potentiels devraient avoir participé aux travaux de mise à jour de la CDN, et/ou être impliqués étroitement dans la notification à la CCNUCC, comme l'élaboration des Communication Nationales et Rapport biennal actualisé (RBA) et futures RBT.



Ce que nous attendons des participant(e)s :

Il est demandé à chaque participant(e) des pays membres du Cluster Francophone de préparer une bonne pratique, ou présenter un cas de travail qui constitue un défi pour avancer dans le sujet, ou partager les leçons apprises au cours de leur travail.



Prise en charge des experts

Les frais de voyage et de séjour en Allemagne des experts francophones seront pris en charge par le PNUD.



Jour 1, jeudi, le 8 décembre 2022

9.00 à 17.00

Modérateur : Ruben van der Laan

- 9.00** Ouverture de la salle / enregistrement des participants
- 9.30** Bienvenue et session d'ouverture
- Mots d'ouverture
- Belgique : Geert Fremout/Camille Reyniers*
- PATPA : Mijako Nierenkoether*
- PNUD : Claudia Ortiz*
- Présentation d'introduction (objectifs et attentes) :
- Fatima-Zahra Taibi, UNEP- Copenhagen Climate Center*
- 10.15** Session 1 : Réflexion sur les résultats de la réunion précédente
Consultative Group of Experts (CGE)
- Modération : Moussa Diop, Ruben van der Laan*
- Présentation des résultats du CGE en faisant remonter les résultats du CGE par les participants eux-mêmes et discussion en groupes de travail.
- 11.15** Pause-café
- 11.30** Session 2 : Estimation et comptabilité des émissions et élimination des GES pour le suivi des progrès des Contribution déterminés nationales (CDN) : Quel outils appropriés selon les types des mesures d'atténuation de la CDN?
- Modération : Julien Vincent*
- Travail en groupe, analyser la CDN d'un pays et renseigner le formulaire de suivi
 - Retour et discussion en plénière
- 12.30** Pause déjeuner
- 13.30** Session 3 : Suivi des progrès des CDN
- Modération : Fatima-Zahra Taibi*
- Comment suivre les objectifs de la CDN et comprendre les dynamiques globales et sectorielles des émissions
 - Partage d'expérience de la Tunisie et des Comores – défis et réponses



- 14.30** Session 4 : Quels sont les outils pour le « NDC tracking » ?
Politique, mesures, actions et autres outils
Modération : Richemond Assie
- *Présentation de quelques outils d'aide à la décision : Quels outils appropriés et harmonisés pour le Cadre de Transparence Renforcés au sein du réseau franco phone ?*
 - GACMO (UNEP-CCC)
 - LEAP 2000- 2020
 - FAO NDC-tracking tool
- 15.30** Pause-café
- 15.45** Session 5 : Apprendre à connaître l'outil NDC-tracking
*Modération : Ruben van der Laan, Laure-Sophie Schiettecatte,
Housseem Belhoune, Julien Vincent.*
- *Travail en groupes*
 - *Question : Selon le niveau d'appropriation des outils, chaque groupe va travailler avec l'outil du NDC-tracking de la FAO et présenter les résultats et conclusions obtenus de l'outil dans la mise en œuvre des CDN/CTR*
 - *Le secteur choisi sera l'énergie (à confirmer)*
- 16.45** Conclusions jour 1
- *Synthèse de la journée*
- 17.00** Fin du jour 1



Jour 2, vendredi, le 9 décembre 2022

8.30 à 16.30

Modérateur : Ruben van der Laan

8.30 Ouverture de la salle

9.00 Ouverture de la séance

- *Retour sur les conclusions du jour 1*
- *Aperçu de l'agenda de la journée*

9.30 Session 6 : Management des données

Modération : Moussa Diop

- *Tracking de l'énergie et représenter la méthode de décomposition ;*
- *Exemple d'un système de collecte de donnée (échange d'un pays)*

10.30 Pause-café

11.00 Session 7 : Bonnes pratiques des arrangements institutionnels –
et que répliquer pour la mise en place d'un système MRV

Modération : Fatima-Zahra Taibi

- *Partage d'expériences du Bénin et du Cameroun*

Wilfried BIAO MONGAZI (Bénin), Temothée KAGONBE (Cameroun)

- *Questions & Réponses*

Que pourriez-vous appliquer dans votre pays ?

Qu'est-ce qui est particulièrement promettant dans les exemples présentés ?

12.00 Session 8 : Analyse des résultats de l'enquête sur les besoins et
priorités des pays

Modération : Zeynep Bakir, Richemond Assie, Moussa Diop

- *Présentation de l'analyse des résultats de l'enquête sur les besoins et les priorités des pays sur la transparence climatique et sur le système MRV*

12.30 Pause déjeuner



13.30 Session 9 : Synthèse et apprentissages pour le Réseau/
Cluster Francophone

Modération : Fatima-Zahra Taibi, Moussa Diop, Denis Desgain

- Travail en groupes
- Recueil

14.45 Pause-café

15.00 Session 10 : Quel rôle jouer au retour et quel appui et quel appui par
le réseau/Cluster Francophone

Modération : Ruben van der Laan, Mijako Nierenkoether

- Feedback
- Evaluation
- Que retenir de l'atelier

16.30 Clôture de l'atelier



Pour contacter les organisateurs, veuillez-vous adresser à :

- M. Richemond Assie : Chef de projet et conseiller en matière de transparence ;
richemond.assie@undp.org
- M. Moussa Diop : Coordonnateur du réseau des pays francophone sur la transparence ;
moussa.diop@undp.org
- Mme Zeynep Bakir : Programme Analyst ; zeynep.bakir@undp.org
- Mme Mijako Nierenkoether : Coordinatrice du Cluster Francophone, Partenariat sur la Transparence sur l'Accord de Paris ; mijako.nierenkoether@giz.de

Pays invités :

1. Algérie	10. Guinée	19. Rwanda
2. Bénin	11. Haïti	20. République Centrafricaine
3. Burkina Faso	12. Île de Maurice	21. République du Congo
4. Burundi	13. Liban	22. République démocratique du Congo
5. Cameroun	14. Madagascar	23. Sénégal
6. Comores	15. Mali	24. Seychelles
7. Côte d'Ivoire	16. Mauritanie	25. Tchad
8. Djibouti	17. Maroc	26. Togo
9. Gabon	18. Niger	27. Tunisie